



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

16679-F

Distr. LIMITEE

PPD.72

22 janvier 1988

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

---

PROMOTION DE LA FEMME ET MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES  
POUR L'INDUSTRIE\*

Etabli par

le Service des études par région et par pays  
Division des études et de la recherche

en coopération avec le

Groupe de l'intégration des femmes au développement industriel

---

\* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Chapitre premier : <u>Participation de la femme aux activités industrielles : généralités</u>	3
- Tendances mondiales et régionales	3
- Secteur structuré	4
- Secteur non structuré	8
Chapitre 2 : <u>Incidences des récentes tendances industrielles</u>	9
Chapitre 3 : <u>Observations résultant d'études et travaux de recherche de l'ONUDI</u>	12
- Données comparées provenant d'études par pays	12
- Domaines sur lesquels l'attention doit se porter en priorité	17

## CHAPITRE PREMIER

### Participation de la femme aux activités industrielles : généralités

#### Tendances mondiales et régionales

On constate que la participation des femmes aux activités industrielles a sensiblement augmenté au cours des 20 dernières années. Tandis que la main-d'oeuvre industrielle masculine augmentait de 2,6 % par an, les effectifs féminins ont accusé, entre 1960 et 1980, une augmentation supérieure à la moyenne, atteignant 3,3 % par an <sup>1/</sup>.

Les pays avancés et les pays en développement ont suivi une évolution structurelle générale analogue en ce qui concerne la main-d'oeuvre : réduction relative notable des effectifs dans le secteur agricole et augmentation relative du même ordre dans le secteur des services et de l'industrie. Cependant, cette tendance était bien plus prononcée en ce qui concerne la main-d'oeuvre féminine (tableau 1). Pendant la période 1960-1980, la main-d'oeuvre agricole masculine des pays en développement a diminué de 12,6 %, alors que la main-d'oeuvre féminine du même secteur a diminué de 15,3 %. Dans le même temps, la proportion de femmes dans l'industrie a presque doublé; elle était de 16,3 %, tandis que les effectifs de la main-d'oeuvre masculine augmentaient moins rapidement.

Ce changement structurel est dû en grande partie à l'évolution du secteur dans la région d'Asie qui se distingue par une forte proportion de femmes employées dans l'industrie : en 1980, les pays d'Asie représentaient jusqu'à 87 % du total pour les pays en développement; même si l'on exclut la Chine et l'Inde, pays exceptionnellement peuplés, la proportion de femmes dans l'industrie des autres pays d'Asie était plus élevée qu'en Afrique et en Amérique latine prises ensemble <sup>2/</sup>. En importance relative, c'est-à-dire si l'on considère la part de la main-d'oeuvre féminine employée dans l'industrie en 1980, l'Asie se place encore au premier rang, avec 17,5 %, suivie de près par l'Amérique latine, avec 17,2 %. Dans cette dernière région, néanmoins, la part de l'industrie a légèrement diminué entre 1960 et 1980, peut-être à cause de la croissance rapide des industries à forte intensité de capital et à main-d'oeuvre masculine traditionnellement majoritaire dans les pays à revenus moyens, tels le Brésil et le Mexique. En Afrique, où le développement industriel est encore relativement récent dans la plupart des pays, l'industrie n'emploie qu'une faible proportion de la main-d'oeuvre totale. La part de la main-d'oeuvre féminine employée dans l'industrie, bien qu'elle eût doublé depuis 1960, n'atteignait encore que 7,8 % en 1980.

Le tableau 2 montre l'évolution récente de la participation relative des femmes, c'est-à-dire la proportion de main-d'oeuvre féminine dans l'effectif total et dans l'effectif des trois secteurs principaux. La proportion de femmes dans la main-d'oeuvre mondiale n'a pratiquement pas changé entre 1960 et 1980, se situant à un peu plus d'un tiers. Leur proportion dans l'industrie était sensiblement moindre, mais en augmentation, à quelques exceptions près. Dans les pays avancés, le pourcentage de femmes dans

---

<sup>1/</sup> D'après les données communiquées par l'OIT dans "Economic active population 1950-2025", Vol. V, troisième édition, 1986.

<sup>2/</sup> Voir ONUDI, "The role of women in industrial development" (UNIDO/IS.484), 13 septembre 1984, p. 9.

l'industrie est passé de 26,7 % en 1960 à 29,2 % en 1980; dans les pays en développement, il est passé de 21,0 % à 26,5 % pendant la même période. Il semble donc que, dans l'ensemble, la femme s'est incorporée à la main-d'oeuvre industrielle plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays avancés. On note toujours un écart entre ces deux catégories de pays, mais il s'est suffisamment réduit pour que les deux proportions soient jugées du même ordre de grandeur : aussi bien dans les pays avancés que dans les pays en développement, les femmes représentent un peu plus du quart des effectifs de la main-d'oeuvre industrielle.

Les chiffres cités sont des moyennes générales. On note toutefois d'importantes différences entre les groupes de pays, notamment parmi les pays en développement. Aussi bien en 1960 qu'en 1980, les taux de participation de la femme aux activités industrielles étaient le plus faibles au Moyen-Orient et dans les régions d'Amérique latine et des Caraïbes. En outre, ils s'y sont maintenus pratiquement à leur niveau de 1960 pendant les deux décennies suivantes.

En Asie, alors que la proportion de femmes dans l'industrie était déjà en 1960 plus élevée que dans les autres régions en développement, elle a encore augmenté au cours de ces deux décennies, et plus particulièrement en Chine. A noter qu'en Asie la proportion de femmes est plus élevée dans l'industrie que dans le secteur des services, contrairement à ce que l'on constate dans tous les autres groupes de pays, avancés ou en développement.

Les paragraphes précédents ont été essentiellement consacrés aux aspects quantitatifs les plus marquants de l'évolution structurelle de l'emploi de la femme dans l'industrie à l'échelle mondiale. On abordera dans le reste du présent chapitre quelques aspects qualitatifs du phénomène, aussi bien sur un plan général qu'en prenant le cas de certains pays, afin de faciliter l'étude des mesures à prendre pour mettre en valeur les ressources humaines.

### Secteur structuré

D'une façon générale, on peut dire que c'est le secteur manufacturier moderne qui a offert à la femme de nouvelles possibilités de participer à la vie économique des pays en développement, grâce notamment au redéploiement, à partir des années 60, des industries basées dans les pays avancés. La relocalisation a d'abord touché les industries à forte intensité de main-d'oeuvre et à faible intensité de capital, qui de tout temps ont employé une nombreuse main-d'oeuvre féminine. Les industries du textile et de l'habillement ont été parmi les premières à être relocalisées dans les pays en développement. L'existence d'une main-d'oeuvre à bon marché est l'une des raisons de ce redéploiement, mais plusieurs autres facteurs y ont contribué : ces industries utilisaient des matières premières que l'on pouvait trouver sur place; elles exigeaient peu de capitaux et reposaient sur une technologie simple qui préexistait ou pouvait être facilement importée; elles pouvaient employer une main-d'oeuvre qualifiée dans le secteur des textiles et de l'habillement qui a toujours existé dans les pays en développement; enfin, elles pouvaient profiter des marchés en expansion de ces pays et d'un meilleur accès aux marchés des textiles des pays avancés.

La relocalisation a intéressé d'autres industries, telles certaines branches de l'industrie alimentaire qui pouvaient se procurer sur place fruits, légumes, poissons et fruits de mer. Certaines industries pharmaceutiques, ainsi que certaines branches de l'électronique, ont également pu s'établir dans les pays en développement. Dans le cas de l'industrie électronique, il est clair que le faible coût de la main-d'oeuvre et son

habileté ont été la cause principale du redéploiement. Bien qu'il s'agisse dans l'ensemble d'une industrie à forte intensité de capital, le montage pouvait être exécuté à la main à meilleur compte, car il n'y avait pas intérêt, du fait de l'évolution rapide des techniques, à investir dans un matériel onéreux.

Ainsi, une part importante de la capacité de production industrielle nouvellement créée dans les pays en développement s'est insérée dans le dispositif international de production et de commercialisation. Des zones industrielles d'exportation ont été créées pour attirer les capitaux étrangers en vue d'exporter. La main-d'oeuvre féminine y a toujours été d'une importance capitale : la proportion de femmes dans ces zones se maintient entre 75 et 90 % (à titre d'exemple : 77 % à Masan et Iri (République de Corée); 82 % à Katunayake (Sri Lanka); et 85 % dans les industries de Maquiladora, au Mexique). Nul doute, par conséquent, que l'implantation de ces industries d'exportation, a beaucoup contribué à créer de nouvelles catégories d'emplois industriels pour les femmes. La logique de ce genre d'emploi et les avantages économiques et sociaux qu'ils procurent ont été néanmoins controversés dès le début du redéploiement industriel international à grande échelle. Les coûts macro-économiques élevés de cette création d'emplois (investissements d'infrastructure) ont été critiqués, de même que la qualité de l'emploi (aspect formation et conditions de travail), sa viabilité à long terme et ses effets sur le développement (manque de liens amont et autres formes d'intégration dans l'économie nationale) 3/. Il importe de souligner que la participation aux activités industrielles ne peut pas se définir en termes exclusivement quantitatifs; l'essentiel semblerait être plutôt la qualité des emplois industriels offerts aux femmes 4/. En plus des critiques déjà faites quant à la nature de la création d'emplois par l'intermédiaire de zones industrielles d'exportation, les nouveaux changements structurels du commerce et des investissements internationaux font douter de la viabilité de ces zones dans l'avenir.

D'une façon générale, la participation féminine aux activités du secteur industriel moderne des pays en développement se caractérise plutôt par une concentration de la main-d'oeuvre féminine vers le bas de l'échelle des salaires et au niveau des emplois peu spécialisés, les femmes n'occupant que rarement des postes de cadres techniques ou administratifs. Cela explique en partie pourquoi les femmes sont beaucoup moins payées que les hommes dans l'industrie manufacturière, leurs salaires dans les pays en développement se situant entre 45 et 90 % de ceux des hommes. En outre, il arrive souvent que les femmes perçoivent un salaire moindre à travail égal : dans certains cas,

---

3/ Voir "Zones industrielles d'exportation dans les pays en développement" (UNIDO/ICIS.176), 18 août 1980 et "Les femmes et le redéploiement des industries manufacturières dans les pays en développement" (UNIDO/ICIS.165), 8 juillet 1980.

4/ En ce qui concerne les zones industrielles d'exportation, il semble que "après un examen économique minutieux, on ne peut ni approuver sans réserve la 'réussite' que représente le nombre d'emplois créés dans ces enclaves (sans vérifier quelles autres solutions étaient offertes), ni dénoncer purement et simplement ces arrangements sous prétexte qu'ils 'exploitent' la main-d'oeuvre (sans offrir d'autres possibilités d'emploi)". CNUCED/Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, "La femme, la technologie et les différences fondées sur le sexe" (UNCTAD/TT/79), 5 mars 1985, p. 26.

**Tableau 1**

**Répartition par sexe de la main-d'oeuvre,  
par secteur et groupe de pays, 1960 et 1980  
(en pourcentage)**

Région ou groupe de pays	Année	Femmes			Hommes		
		AGR	IND	SER	AGR	IND	SER
Pays développés	1960	34,2	24,2	41,6	24,6	40,9	34,5
	1980	13,7	29,0	57,3	12,1	47,4	40,5
Pays en développement	1960	81,6	8,2	10,2	68,3	15,1	16,6
	1980	66,3	16,3	17,4	55,7	21,6	22,7
Afrique	1960	84,4	4,0	11,6	76,6	9,4	14,0
	1980	73,3	7,8	18,5	66,2	15,0	18,8
Amérique latine et Caraïbes	1960	24,0	17,8	58,2	53,6	20,4	26,0
	1980	13,8	17,2	69,0	40,1	27,4	32,5
Asie <u>a/</u>	1960	84,4	8,3	7,3	68,9	15,3	15,8
	1980	69,4	17,5	13,1	56,1	21,9	22,0
Chine	1960	87,8	8,0	4,2	66,7	20,0	13,3
	1980	70,5	21,0	8,5	53,8	28,7	17,5
Inde	1960	83,7	8,9	7,4	69,6	12,5	17,9
	1980	74,0	14,7	11,3	56,7	18,4	24,9
Moyen-Orient	1960	85,3	8,7	6,0	62,6	16,8	20,6
	1980	67,1	14,0	18,9	45,7	24,5	29,8

**Source :** Chiffres communiqués par le Bureau de statistique de l'OIT.

**a/** A l'exclusion de la Chine, de l'Inde et des pays du Moyen-Orient.

**Note :** AGR = agriculture

IND = industries (industries manufacturières, mines et carrières, services publics et bâtiment)

SER = services

**Tableau 2**

**Proportion de femmes dans l'effectif total de la main-d'oeuvre  
par secteur et par région, 1960, 1970 et 1980  
(en pourcentage)**

Pays ou groupe de pays	1960				1970				1980			
	T	AGR	IND	SER	T	AGR	IND	SER	T	AGR	IND	SER
Monde	34,5	38,3	24,3	34,1	35,1	37,4	27,3	37,4	34,8	37,0	27,8	37,8
Pays développés	38,1	46,1	26,7	42,6	39,7	44,4	28,8	47,2	40,2	43,3	29,2	48,7
Pays en développement	32,7	36,7	21,0	32,1	32,9	36,5	25,7	25,9	32,4	36,4	26,5	26,9
Afrique	32,9	35,1	17,2	28,9	32,7	34,8	19,7	31,5	32,0	34,4	19,7	31,6
Amérique latine et Caraïbes	18,9	9,4	16,9	34,3	21,2	8,1	16,7	38,4	23,0	9,3	15,8	38,8
Asie a/	34,1	38,8	22,0	19,3	34,2	38,7	27,6	21,8	33,6	38,5	28,8	23,2
Chine	38,4	45,0	20,0	16,3	37,9	34,8	28,7	20,5	37,6	44,1	30,6	22,7
Inde	31,3	35,4	24,6	15,8	32,6	37,9	26,1	16,2	31,7	37,7	27,1	17,4
Moyen-Orient	24,5	30,7	14,4	8,6	22,3	28,1	14,3	13,9	22,9	30,3	14,5	15,8

**Source :** Chiffres communiqués par le Bureau de statistique de l'OIT.

**a/** A l'exclusion de la Chine, de l'Inde et des pays du Moyen-Orient.

**Note :** T = total

AGR = agriculture

IND = industrie (industries manufacturières, mines et carrières, services publics et bâtiment)

SER = services

la différence peut atteindre plus de 25 %. La raison en est peut-être la moindre durée du travail pour les femmes, mais aussi le fait que "les femmes sont embauchées précisément parce qu'elles sont disposées à accepter des salaires plus bas" 5/.

Les raisons pour lesquelles les femmes sont employées par le secteur manufacturier dans une proportion inférieure à la moyenne et se voient cantonnées dans des emplois peu spécialisés et mal payés sont surtout d'ordre socioculturel. C'est donc sur ce plan que les changements d'attitude doivent intervenir si l'on veut vraiment améliorer un jour la situation des femmes dans les secteurs productifs. Or, l'industrie moderne offre un bon moyen d'accélérer ce processus car son propre développement tend à maints égards à mettre en question les structures et les valeurs traditionnelles. Un développement industriel bien conçu peut donc valoriser le rôle de la femme dans la société, et dépend en fait de sa participation à tous les niveaux de compétence.

#### Secteur non structuré

Dans les pays en développement, la femme a toujours joué un rôle essentiel dans l'artisanat et dans les activités rurales de transformation. Dans le secteur dit non structuré, les femmes sont nombreuses à participer à diverses activités manufacturières, en particulier l'industrie alimentaire et le tissage. S'il est vrai qu'une grande partie des produits de cette activité traditionnelle et de l'artisanat est plutôt destinée à des usages domestiques, les compétences manufacturières de la femme sont aussi une source essentielle de revenus pour la famille. En moyenne, 30 % des ménages sont dirigés par la femme qui est en même temps le seul soutien de famille. Dans certaines régions du sud de l'Afrique et des Caraïbes, la proportion atteint presque 50 % du fait de la migration de la main-d'oeuvre masculine.

Le chiffre exact de la participation féminine aux activités traditionnelles que l'on peut considérer comme production manufacturière n'est pas connu. Sans parler de l'insuffisance générale des données statistiques, le fait que cette participation est souvent à temps partiel, non payée et destinée à la consommation domestique l'exclut des enquêtes statistiques. Il s'ensuit que l'on a tendance à sous-estimer l'effectif de la main-d'oeuvre féminine, omettant ainsi une importante contribution au produit national brut, de sorte que l'on tend aussi à négliger ce potentiel pour le développement.

La croissance du secteur manufacturier moderne permet certes d'offrir des emplois rémunérés à une nombreuse main-d'oeuvre féminine, mais a souvent eu des effets négatifs sur le secteur manufacturier non structuré. Il arrive souvent que la production de ce secteur ne puisse soutenir la concurrence des articles à bon marché et de qualité uniforme produits par le secteur structuré; c'est, en particulier, le cas des denrées alimentaires et des textiles - lesquels ont toujours été une source importante de revenus pour les femmes du secteur non structuré. Ce secteur devra demeurer une source importante de revenus pour une grande partie de la main-d'oeuvre féminine, mais il semble indispensable dans ces conditions que la croissance du secteur structuré aille de pair avec une réorientation des travailleuses vers des emplois dans l'industrie moderne. En conséquence, s'il est vrai que les

---

5/ E. Garnsey et L. Paukert, "Industrial Change and Women's employment trends in the new international division of labour" (Institut international d'études sociales, Research Series N° 86, p. 43), Genève 1987.

politiques doivent tenir compte de l'importance des activités industrielles du secteur non structuré, il semblerait qu'il y ait aussi tout intérêt à le lier solidement au secteur structuré afin d'établir de meilleurs rapports de complémentarité entre les deux secteurs.

## CHAPITRE 2

### Incidences des récentes tendances industrielles

La récession récente de l'économie mondiale et la crise qu'elle a entraînée dans l'industrie de nombreux pays en développement ont non seulement enrayé l'évolution antérieure, mais ont aussi révélé la complexité de la croissance industrielle et révoqué en doute le bien-fondé et/ou la stabilité d'un certain nombre d'hypothèses et de paramètres essentiels.

La transformation industrielle en cours dans les pays en développement s'accompagne de modifications correspondantes des qualifications nécessaires. Les qualifications requises à un stade quelconque du développement industriel d'un pays, pour planifier, promouvoir, faire fonctionner des industries et leur fournir des services doivent être constamment renforcées et adaptées pour permettre au pays d'atteindre un niveau plus élevé de développement industriel. Traditionnellement, la planification de la main-d'oeuvre dans les années 60 et 70 s'efforçait de chiffrer les besoins futurs en grandes catégories de compétences professionnelles et pouvait, dans beaucoup de cas, être fondée sur l'évolution des tendances et sur les données internationales comparées. Dans la plupart des pays en développement, il existait de vastes lacunes dans pratiquement toutes les catégories professionnelles nécessaires pour le développement du secteur manufacturier et la mise en valeur des ressources humaines pour l'industrie pouvait de ce fait être planifiée extensivement et progresser sur un très large front en attendant, bien entendu, que des ressources financières et institutionnelles soient disponibles pour la formation.

Les ressources humaines n'ont pas toujours reçu la grande attention qu'elles méritaient en tant que facteur déterminant du développement économique. En particulier, dans les années 60 et au début des années 70, une erreur répandue consistait à interpréter principalement le développement économique en termes d'apports de capital et de technologie et de traiter la mise en valeur concomitante des ressources humaines comme un élément résiduel, considéré ainsi comme une préoccupation sociale plutôt que comme une variable économique. Depuis lors, cependant, on a reconnu généralement que ce sont les êtres humains et les compétences qu'ils possèdent qui sont décisifs pour le développement et que l'investissement en capital humain peut en fait être plus rentable que la formation de capital matériel. Cette prise de conscience relativement récente du rôle indispensable des ressources humaines a été alimentée, notamment, par le débat théorique entamé dans les pays en développement qui, dans le contexte du débat sur les besoins fondamentaux, a rétabli la relation fonctionnelle entre les niveaux minimums de formation des ressources humaines et la productivité accrue de la main-d'oeuvre. De plus, les succès obtenus par un certain nombre de pays en développement ont clairement démontré l'importance d'une main-d'oeuvre adéquatement formée et instruite pour l'accélération du développement industriel.

On a également pris davantage conscience du fait que la mise en valeur des ressources humaines, en général, et la création de qualifications en particulier, deviennent de plus en plus le principal atout dans la concurrence

industrielle 6/. Ce point a une importance particulière pour les pays en développement qui sont assujettis à la division internationale du travail et qui dépendent beaucoup des flux d'investissements étrangers directs. Certaines des tendances récentes du commerce et de l'investissement internationaux sont donc brièvement exposées ci-après, car on a constaté qu'elles avaient contribué à placer au premier plan les besoins en ressources humaines.

Il est essentiel de souligner à cet égard que les avantages comparés en matière de coûts sont de plus en plus le résultat d'une action de l'homme au lieu d'être déterminés par la possession de ressources naturelles ou par la dotation en facteurs de production connexes. En d'autres termes, les flux commerciaux sont de plus en plus modelés par des décisions politiques, non seulement dans un sens restreint, parce que certains axes de développement technologique sont considérés comme prioritaires et sont délibérément favorisés, mais aussi dans un sens plus large, parce que, en raison de l'importance croissante des ressources humaines comme facteur de production, le système éducationnel d'un pays et son infrastructure sociale tout entière déterminent plus que jamais sa compétitivité générale. C'est en ce sens que le niveau de développement des ressources humaines peut effectivement constituer un avantage compétitif décisif, comme on l'a dit ci-dessus.

Si l'on examine plus particulièrement les tendances récentes du système des investissements internationaux, on voit très bien que les coûts de main-d'oeuvre perdent rapidement de l'importance en tant que facteur déterminant des investissements. L'économie mondiale est caractérisée par un "découplage de la production manufacturière et de l'emploi manufacturier" 7/ dû à l'introduction d'innovations techniques révolutionnaires, telles que les processus automatisés utilisant la micro-électronique. Il apparaît que la première étape de la restructuration industrielle mondiale, largement basée sur le redéploiement dans les pays en développement des industries manufacturières à forte intensité de main-d'oeuvre et exigeant seulement des qualifications de faible niveau, fait place de plus en plus à une restructuration internationale comportant i) un retour partiel dans le Nord de processus maintenant automatisés, qui exigeaient auparavant beaucoup de main-d'oeuvre, et ii) un nouveau redéploiement international des processus de production exigeant des qualifications supérieures. En conséquence, pour attirer les investissements étrangers, il est devenu avantageux de disposer d'une main-d'oeuvre qualifiée bon marché et d'une infrastructure permettant d'utiliser efficacement les nouvelles techniques de production et de communication. L'absence de ces atouts pourrait entraver de plus en plus l'industrialisation de beaucoup de pays en développement, qui était basée dans les années 60 et 70 sur des industries manufacturières travaillant pour l'exportation et exigeant seulement des qualifications de faible niveau. L'édification de structures et de capacités industrielles compétitives dans les pays en développement exigera plus que jamais "que la formation de main-d'oeuvre technique soit menée assez rapidement et sur une échelle assez large pour conduire à une deuxième étape de décentralisation productive 'off-shore' à partir de la base industrielle du Nord" 8/.

---

6/ Voir "New industrial technologies and human resource development in Asia: Some selected issues" (UNIDO/IS.611), 19 février 1986.

7/ Drucker, P., "The changed world economy", Foreign Affairs (printemps 1986), p. 775.

8/ Castells, M., "High technology, world development, and structural transformation: The trends and the debate", Alternatives (1986) Vol. 11, p. 305.

Qui plus est, si les idées stéréotypées concernant les métiers féminins et les métiers masculins qui conduisent à assigner généralement aux femmes des emplois exigeant peu de qualification ne sont pas abandonnées, les femmes seront dans tous les cas les perdantes, soit du fait de la réduction des flux d'investissements étrangers, soit parce que d'autres qualifications deviennent nécessaires et qu'une minorité seulement de travailleuses les possèdent.

Ainsi, ouvrir aux femmes un accès plus large à l'enseignement général et technique et à la formation professionnelle mérite d'être considéré comme un élément clef et une condition préalable de toute action visant à accroître leur participation future à l'industrie et à en élever le niveau.

Cependant, les taux d'alphabétisation pour les femmes, bien qu'augmentant un peu plus rapidement que les taux pour les hommes, sont encore beaucoup plus faibles que ces derniers : en 1980, 67,5 % de la population masculine des pays en développement était alphabétisée, contre 51,5 % seulement de la population féminine. On trouve des proportions analogues pour l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, bien que, là aussi, le pourcentage de femmes bénéficiant de ces enseignements augmente un peu plus rapidement que le pourcentage d'hommes. Toutefois en ce qui concerne l'enseignement technique et la formation à la gestion (à tous les niveaux), la proportion de femmes qui en bénéficient semble extrêmement faible dans la plupart des pays.

Les obstacles éducationnels, sociaux et juridiques à l'expansion et à l'amélioration de l'emploi féminin dans le secteur manufacturier ont des conséquences néfastes qui ne se limitent pas à leur effet sur le revenu des femmes et de leurs familles; les politiques visant à accroître le rôle des femmes dans l'industrie ont donc de l'importance pour le développement dans son ensemble.

Le problème a été formulé en ces termes dans un rapport précédent de l'ONUDI :

"L'interdépendance entre l'amélioration de la situation des femmes dans l'économie d'une part, et les objectifs fondamentaux de la politique de développement (croissance économique accrue, productivité améliorée, progression de l'emploi, répartition plus juste du revenu, élimination de la pauvreté, amélioration de la balance des paiements, diminution du taux de natalité, etc.) d'autre part, est telle que donner aux femmes la possibilité d'accroître et d'améliorer leur contribution au développement économique est un moyen important d'atteindre les objectifs essentiels de développement." 2/

Si l'on veut maximiser la contribution des femmes au développement industriel, il est indispensable de faire mieux correspondre, quantitativement et qualitativement, les qualifications de la main-d'oeuvre féminine aux besoins (nouveaux) du secteur manufacturier. Dans beaucoup de pays, le chômage est fréquent chez les diplômés de l'enseignement supérieur, alors qu'il y a une sérieuse pénurie d'employés ayant reçu une formation technique. Une planification des ressources humaines dynamique et orientée vers le développement est donc particulièrement importante. Grâce à une coopération entre les organismes gouvernementaux qui s'occupent du développement industriel et les responsables de l'éducation, il est possible de déterminer les domaines où des efforts spéciaux doivent être envisagés pour que les femmes soient plus nombreuses à bénéficier d'une formation et d'un enseignement techniques et en matière de gestion.

---

2/ "The role of women in industrial development" (UNIDO/IS.484,)  
13 septembre 1987, p. 67.

### CHAPITRE 3

#### Observations résultant d'études et travaux de recherche de l'ONUDI

##### Données comparées provenant d'études par pays

Pour illustrer l'examen global des tendances, défis et politiques et apporter de nouveaux éléments concernant les points débattus, certains indicateurs et certaines analyses au niveau national sont présentés ci-après. Ils sont basés dans une grande mesure sur les trois études initiales par pays concernant le Népal, le Sri Lanka et le Zimbabwe, qui ont été mentionnées au chapitre premier 10/.

Les études sur le terrain menées dans les trois pays font apparaître que les tendances générales en matière de participation féminine au secteur manufacturier sont analogues, sous beaucoup d'aspects, à celles qui se manifestent dans d'autres pays en développement. Les femmes sont généralement minoritaires dans le secteur structuré de l'économie et une poignée seulement occupent des postes de direction dans le secteur manufacturier ou dans les institutions et services de soutien. La grande majorité des femmes occupent des emplois mal payés et exigeant peu de qualification. Les industries textiles et de l'habillement sont, comme ailleurs, les principaux employeurs de femmes. Les industries alimentaires suivent et dans les autres branches la participation féminine est faible. L'industrie des matériaux de construction emploie un assez grand nombre de femmes au Népal et au Sri Lanka. Si des femmes sont employées dans ces industries, c'est avant tout parce que les qualifications nécessaires sont traditionnellement considérées comme étant leur domaine. Au Sri Lanka, les femmes sont de plus en plus employées dans les industries de l'électronique, mais elles y sont encore assez peu nombreuses; dans l'industrie chimique, le pourcentage de femmes est faible et a même diminué par rapport aux années précédentes. Au Zimbabwe, qui possède un secteur manufacturier plus diversifié, les femmes commencent à être employées en assez grand nombre dans les branches suivantes : chimie, papier, imprimerie, édition et ouvrages en métal.

---

10/ Les trois pays représentent la gamme des pays à faible revenu et à revenu faible-moyen, parvenus à divers niveaux de développement industriel : en 1985, le revenu par habitant et la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB étaient respectivement de 150 dollars et 5 % au Népal, de 380 dollars et 15 % au Sri Lanka et de 680 dollars et 29 % au Zimbabwe. Le Népal est une économie assez fortement introvertie, avec un niveau relativement faible de développement des ressources humaines; le Zimbabwe joue un rôle important dans l'économie de la région d'Afrique australe, avec un niveau de développement des ressources humaines qui paraît assez typique des économies à revenu moyen et un puissant mouvement féminin qui milite pour un rôle plus important des femmes dans l'économie; au Sri Lanka, enfin, l'intégration dans l'économie mondiale s'est accélérée ces dernières années et des efforts exceptionnels dans le domaine du développement des ressources humaines ont été faits par le gouvernement.

Si l'emploi féminin par branche d'industrie reflète le stade de développement industriel atteint dans chacun de ces pays, il n'en va pas de même pour les qualifications des femmes. Comme on l'a indiqué ci-dessus, on trouve la très grande majorité des femmes à l'extrémité inférieure de la gamme des emplois et ce phénomène est virtuellement indépendant de la différence de niveaux de développement industriel entre pays. Certaines voies d'accès aux emplois plus qualifiés existent au Sri Lanka et au Zimbabwe, mais, en fait, très peu de femmes font carrière dans le secteur manufacturier et celles qui occupent des postes de direction dans les trois pays considérés sont extrêmement rares.

Si l'augmentation des effectifs féminins dans les emplois les plus qualifiés ne suit pas le développement général du secteur manufacturier, c'est en partie parce que la main-d'oeuvre féminine a pâti des innovations technologiques. Chaque progrès de la mécanisation rend superflus un certain nombre de postes de travail manuel. Si la production s'accroît, cette réduction des effectifs peut être compensée par la création de nouveaux postes (au même niveau de qualification) du fait de la nécessité de superviser et d'entretenir des machines plus complexes, mais ces postes tendent à être réservés aux hommes et sont très rarement offerts aux femmes.

La progression du niveau d'instruction des femmes a peu fait jusqu'ici pour améliorer leur situation : leur taux d'alphabétisation augmente plus vite que celui des hommes au Népal; les filles sont presque aussi nombreuses que les garçons dans l'enseignement primaire au Zimbabwe et, dans certains secteurs, il y a plus d'élèves féminins que d'élèves masculins au Sri Lanka. Cependant, bien que la proportion de femmes dans l'industrie diffère dans les trois pays, les emplois qu'elles y occupent sont toujours au bas de l'échelle. La faible participation des femmes aux programmes de formation technique et de formation à la gestion dans les trois pays y est pour beaucoup, mais la faiblesse de cette participation tient dans une certaine mesure à l'idée que se font la société et la femme elle-même du rôle qui incombe à cette dernière, c'est-à-dire fonder un foyer et non assurer la subsistance de la famille en travaillant dans l'industrie.

Dans les pays examinés cependant, l'ampleur de la participation des femmes à un grand nombre d'activités de production du secteur non structuré montre bien que les femmes doivent aussi être soutien de famille. Contrairement à ce qui se passe dans le secteur structuré - où une grande partie de la main-d'oeuvre féminine se compose de jeunes femmes célibataires - la majorité des femmes qui travaillent dans le secteur non structuré sont mariées et mères de famille; ce type d'activité est en général pour elles le seul moyen de concilier leurs tâches ménagères et un emploi rémunéré, même si la rémunération et les conditions de travail sont le plus souvent en général nettement inférieures à celles offertes dans le secteur structuré. Là encore, on a constaté que le secteur textile dominait, suivi par les industries alimentaires. Le secteur non structuré fait essentiellement appel aux techniques de fabrication traditionnellement pratiquées par les femmes et la structure par branche du travail (indépendant) est étroitement liée à ces techniques. Si l'on trouve des femmes dans des industries plus avancées telles que la chimie, les constructions électriques et l'électronique (peu représentées dans le secteur non structuré en raison des connaissances qui y sont requises et de leur caractère fortement capitalisé), on remarque en revanche leur absence dans l'industrie de transformation des métaux, importante activité du secteur non structuré dans le monde entier.

Etant donné le nouvel accent mis sur l'innovation industrielle et sur l'entreprise dans beaucoup de pays en développement, il paraît indispensable d'accroître non seulement le nombre des femmes employées dans l'industrie mais aussi celui des femmes chefs d'entreprise. Jusqu'ici, on connaît peu de cas de réussite de femmes entrepreneurs dans le secteur manufacturier structuré. La création d'une entreprise industrielle nécessite des services de soutien et une assistance technique dans maints domaines (études de faisabilité, financement, techniques de production, commercialisation, etc.). Il peut être nécessaire, en conséquence, de créer les institutions correspondantes, ou de renforcer celles qui existent déjà. A cet égard, les activités de la Chambre d'industrie et de commerce des femmes, créée au Sri Lanka en 1985, méritent une attention spéciale.

Les entreprises dirigées par des femmes sont beaucoup plus nombreuses dans le secteur non structuré que dans le secteur structuré; on a en fait constaté, dans la majorité des cas étudiés, que les femmes dirigeaient leurs propres entreprises. On a constaté en outre que la participation féminine aux activités non structurées de transformation/fabrication n'est pas moindre que la participation masculine; cependant, cela n'apparaît pas suffisamment dans les statistiques parce que les activités en question ne sont pas rémunérées ou sont considérées comme des occupations secondaires.

Autrement dit, les femmes participent en réalité beaucoup plus au processus de production qu'on ne le pense en général. Les efforts en vue de tirer pleinement parti de ce potentiel ne font que commencer. Toutefois, l'information recueillie sur les villages de production pour l'exploitation au Sri Lanka et les fabricants de tapis au Népal donne à penser qu'une bonne organisation et des mesures de soutien appropriées permettraient de ménager une niche sur le marché mondial au secteur manufacturier non structuré où les femmes sont en majorité.

Il existe dans le secteur non structuré un certain nombre de faiblesses auxquelles il faut remédier. De même que dans le secteur structuré, les programmes de formation technique et à la gestion (et, dans une moindre mesure l'enseignement général) ne sont pas suffisamment accessibles aux femmes. Des programmes combinant formation et production ont été lancés dans les trois pays considérés mais ils portent essentiellement sur les qualifications féminines traditionnelles dans les domaines du textile et de l'industrie alimentaire. L'accès aux marchés et au crédit, difficile pour tous les entrepreneurs du secteur non structuré, s'est avéré encore plus difficile pour les femmes. Enfin, dans bien des cas, les produits du secteur non structuré ne peuvent rivaliser avec les produits fabriqués en série du secteur structuré; l'un des meilleurs exemples de ce phénomène est le tissage à la main au Sri Lanka. La coopération entre les secteurs structuré et non structuré semble particulièrement faible dans le cas des entreprises du secteur non structuré dirigées par des femmes, bien que ces entreprises s'approvisionnent souvent dans le secteur structuré et que la sous-traitance dans le secteur non structuré soit très commune au Zimbabwe. La position de faiblesse dans laquelle se trouvent les femmes chefs d'entreprise dans le secteur non structuré, et le fait qu'une grande partie de la production n'est pas orientée vers des marchés étendus sont peut-être la principale raison de la faiblesse évidente des relations interindustrielles. Le renforcement de ces relations pourrait, pourtant, donner une forte impulsion au développement industriel.

Le cas des villages de production pour l'exportation au Sri Lanka vient à l'appui de cette thèse. Dans ce système, des activités telles que la transformation des produits agricoles ou, dans certains cas, des industries non traditionnelles (fabrication de parapluies, assemblage de composants électroniques) sont organisées au niveau du village sur une base coopérative. Ces producteurs ruraux, qui sont pour la plupart des femmes, sont reliés aux marchés d'exportation par l'intermédiaire de grandes entreprises locales ayant accès aux marchés étrangers.

Les trois pays considérés ont accordé une attention spéciale au renforcement du rôle des femmes dans l'industrie manufacturière. C'est le Sri Lanka qui est allé le plus loin dans cette voie en jetant les bases d'un renforcement général du rôle des femmes dans la société, avec des taux de fréquentation des établissements d'enseignement général égaux pour les femmes et les hommes. Les plans et politiques récemment adoptés dans les trois pays considérés indiquent aussi une prise de conscience du fait qu'un plus grand nombre de femmes doivent recevoir une formation technique afin que cette ressource humaine puisse être mieux utilisée dans l'industrie. Un grand nombre de projets combinant formation et production ont été exécutés en coopération avec des organismes multilatéraux. Des organisations de femmes ont complété et stimulé ces efforts. Les gouvernements ont aussi montré qu'ils étaient conscients du double rôle (familial/économique) des travailleuses en instituant une législation spéciale et en insistant sur la nécessité de facilités spéciales pour les femmes.

L'innovation technologique étant une des macrodimensions essentielles du changement structurel, on est en droit de penser que, dans le secteur manufacturier, les technologies industrielles deviendront de plus en plus complexes. Cette tendance est très visible au Sri Lanka et au Zimbabwe qui s'efforcent de parvenir à un degré plus élevé de diversification industrielle. Cependant, les points débattus ci-après concerneront, semble-t-il, un grand nombre de pays en développement.

Si une structure industrielle plus diversifiée est certainement souhaitable du point de vue macro-économique, il n'est pas sûr que son impact sur l'emploi industriel féminin soit favorable au début. Le premier effet du passage des industries textiles et de l'habillement, qui étaient les principales jusqu'ici, à une production industrielle plus sophistiquée sera manifestement la disparition de nombreux emplois qui étaient traditionnellement des emplois "féminins". En conséquence, les femmes ne pourront bénéficier de la restructuration industrielle que dans la mesure où elles auront les moyens et la possibilité d'être employées dans certaines des nouvelles industries de croissance. Cela donne un rôle décisif à un système de formation professionnelle apte à répondre aux nouveaux défis.

Les politiques générales adoptées ne devraient pas "protéger" les femmes contre les innovations technologiques ou les modifications structurelles (à la longue, cela ne pourrait qu'aller à l'encontre du but recherché), mais devraient avoir pour objectif une participation adéquate des femmes à ce processus. Il ne fait pas de doute que les innovations technologiques ont souvent été défavorables aux femmes; cependant, il ne faut pas en accuser la modernisation (technologique) en tant que telle, mais plutôt les traditions (socioculturelles) qui, en établissant une discrimination fondée sur le sexe dans le domaine de l'emploi, ont assigné aux femmes des tâches simples et facilement mécanisables. Les femmes étaient donc structurellement menacées de

perdre leurs emplois 11/. Cela ne s'est pas produit seulement avec l'introduction des technologies modernes, mais souvent aussi lorsque de petites modifications ont été apportées à une technologie traditionnelle, par exemple dans le domaine de la transformation des produits agricoles.

Il semble donc particulièrement important de déterminer à l'avance dans quelles industries de croissance et dans quelles nouvelles technologies les femmes pourront jouer un plus grand rôle qu'elles n'ont joué jusqu'ici dans la plupart des industries et de recenser en conséquence les besoins à venir en matière de qualifications. On peut penser que, à une époque où les processus de production traditionnels sont transformés par l'évolution technologique, il est comparativement plus facile d'abandonner le critère du sexe dans l'attribution des emplois parce que moins de gens ont intérêt à le maintenir. Il est donc d'une importance capitale de suivre attentivement l'introduction des nouvelles technologies et d'établir un "système d'alerte avancé" pouvant détecter les menaces et les occasions favorables qui surgissent.

Ainsi, on constate une tendance très nette à l'expansion des techniques informatiques, tant dans l'industrie elle-même que dans les organismes connexes (ministères, instituts de recherche, etc.).

Alors que cette expansion des techniques informatiques touche toutes les branches de l'industrie manufacturière (ainsi que les activités de service connexes), d'autres changements technologiques se font sentir, plus particulièrement dans certaines branches industrielles. Ainsi, les techniques de production de l'industrie textile ont, ces dernières années, considérablement évolué dans le monde entier, innovations qui modifieront les qualifications requises à l'avenir dans une industrie où prévaut la main-d'oeuvre féminine. Bien que les répercussions précises de ces innovations ne soient pas encore bien connues, on est en droit de penser que les nouvelles tâches de supervision, de contrôle des données et de programmation tendront à accroître les qualifications recherchées dans ces domaines alors que la progression générale de l'automation tendra à déqualifier d'autres tâches. L'industrie de l'habillement a jusqu'ici mieux "résisté" à l'évolution technologique mais des innovations importantes, dans les procédés de coupe par exemple, se profilent déjà à l'horizon. Si les nouvelles techniques sont appliquées dans les pays en développement (et n'entraînent pas une réimplantation de la production dans les pays développés), il faudra absolument que la main-d'oeuvre féminine s'adapte à ces changements pour éviter d'être remplacée par un nouveau matériel ou une main-d'oeuvre masculine ayant des qualifications différentes.

S'agissant du moyen terme, il convient de noter que l'automation tend à uniformiser les systèmes de production industriels. La formation aux tâches industrielles qui impliquent l'emploi de nouvelles techniques peut, de toute évidence, entraîner des économies d'échelle, dans la mesure où une formation technique générale peut être aisément adaptée aux besoins de telle ou telle branche industrielle. C'est pourquoi, à terme, l'industrie ne manquera pas de tirer avantage, du strict point de vue des coûts, des programmes de formation générale aux nouvelles techniques. Cette formation pourrait bien entendu être financée à la fois par les groupements industriels et l'Etat, qui en tirerait lui aussi des avantages puisqu'il aiderait l'industrie à demeurer concurrentielle sur le marché international. En outre, ce type de formation tend à maximiser la mobilité des travailleurs semi-qualifiés et qualifiés et, partant, contribue à dynamiser l'ensemble du secteur industriel.

---

11/ CNUCED/Institut international de formation et de recherche pour la promotion des femmes, "La femme, la technologie et les différences fondées sur le sexe" (UNCTAD/TT/79) 5 mars 1985, p. 23 et suivantes.

Tout ce qui a été dit plus haut montre la nécessité de mettre en place un cadre institutionnel cohérent pour la planification des ressources humaines et d'en faire une partie intégrante du système d'élaboration des politiques économiques. Dans beaucoup de pays, les prévisions systématiques concernant les besoins futurs en main-d'oeuvre, et en particulier les qualifications qui deviendront nécessaires, sont rares ou inexistantes, tout au moins au niveau des sous-secteurs des industries manufacturières où, en raison de la rapidité des modifications structurelles intra-industrielles, il serait urgent d'en établir. Cela est dû souvent, semble-t-il, à l'adoption d'une politique économique orientée vers le marché, que l'on considère comme incompatible avec la fixation des priorités et objectifs de développement sectoriels qui permettraient de prévoir les besoins en main-d'oeuvre. Il faut souligner cependant que les mécanismes du marché ne suffisent pas pour régler les problèmes de main-d'oeuvre et de qualifications qu'engendre la restructuration industrielle, parce qu'il s'agit d'un domaine imparfaitement connu et que de longues périodes de gestation sont nécessaires pour produire des travailleurs plus qualifiés ou possédant des qualifications différentes.

#### Domaines sur lesquels l'attention doit se porter en priorité

La participation accrue des femmes au développement industriel doit être considérée comme un facteur clef du processus global de développement. Les femmes sont une partie de la population dont la contribution potentielle au développement n'a pas été suffisamment prise en considération jusqu'ici. L'augmentation du nombre de femmes chefs d'entreprise dans l'industrie et les niveaux plus élevés de qualification des femmes travaillant dans l'industrie seront des facteurs de la croissance générale. Cependant, seule la croissance générale peut créer la demande accrue de main-d'oeuvre dont un plus grand nombre de femmes pourront bénéficier. Pour favoriser cette évolution et s'opposer aux forces qui pourraient renverser les tendances favorables, un certain nombre de mesures générales sont nécessaires au niveau national.

#### Education et formation

Dans cette optique, le système éducationnel a une importance cruciale dans son double rôle de façonnage progressif des attitudes socioculturelles à l'égard de la différence des sexes et de production des connaissances et qualifications requises par le marché du travail. Il en résulte que, de façon générale, les programmes consultatifs visant à effacer la distinction traditionnelle entre les rôles des deux sexes, ainsi que les programmes visant à éliminer complètement l'analphabétisme méritent d'être fortement soutenus. Plus précisément, il est recommandé que les gouvernements nationaux donnent la priorité aux actions suivantes :

- Améliorer les qualifications techniques et de gestion de la population active grâce à des programmes d'enseignement général, de formation en cours d'emploi et de recyclage;
- Donner un appui spécial à la formation et à l'enseignement dans les domaines technologiques qui sont susceptibles de jouer un rôle déterminant dans le développement industriel futur (chimie, électronique et travail des métaux, par exemple);
- Faire davantage bénéficier les jeunes filles et les jeunes femmes des services d'orientation professionnelle et de conseils pour l'organisation des carrières;

- Faire en sorte qu'il existe une coopération plus étroite entre les responsables de l'enseignement et les organismes gouvernementaux qui s'occupent du développement industriel afin d'assurer une meilleure concordance entre l'offre et la demande sur le marché du travail.

#### Planification des ressources humaines

Les politiques d'enseignement et de formation doivent faire partie intégrante du système économique et social d'un pays et doivent notamment correspondre à ses stratégies et politiques économiques générales et aux principales tendances internes et externes qui influent sur ces stratégies et politiques. Dans ce contexte, une planification dynamique des ressources humaines acquiert une importance spéciale. On pourrait, en particulier, envisager les mesures suivantes :

- Renforcement des mécanismes institutionnels de planification des ressources humaines considérés comme faisant partie intégrante du système d'élaboration des politiques économiques et industrielles;
- Création de systèmes de surveillance ("systèmes d'alerte avancée") pour détecter l'apparition de modifications technologiques dans l'industrie, en vue notamment d'évaluer leurs conséquences pour les femmes;
- Meilleure information sur l'offre et la demande de ressources humaines, grâce par exemple aux bourses du travail;
- Redéfinition, en tant que condition préalable d'une planification plus efficace des ressources humaines, des concepts statistiques relatifs aux activités économiques des femmes et collecte de données plus précises sur l'emploi des femmes dans le secteur manufacturier, par branche d'industrie et par qualifications.

#### Secteur non structuré

Etant donné le rôle important que les femmes jouent, notamment dans le secteur non structuré de l'industrie, il faudrait s'efforcer de mieux utiliser le vaste potentiel qu'elles représentent, grâce à des mesures visant notamment à :

- Encourager diverses formes de coopération entre les entrepreneurs du secteur non structuré;
- Favoriser les relations entre le secteur structuré et le secteur non structuré;
- Faciliter l'accès au crédit, aux matières premières et aux marchés pour les entreprises du secteur non structuré;
- Recenser les moyens de faciliter l'adoption de technologies nouvelles ou améliorées et de nouvelles formes d'organisation de la production dans le secteur non structuré.

#### Mesures juridiques

Dans le domaine important des lois et des réglementations relatives au rôle de la femme, il est recommandé ce qui suit :

- Supprimer les obstacles juridiques, s'il en existe encore, à la pleine participation des femmes aux activités économiques;
- Adopter des lois assurant l'égalité entre hommes et femmes et une législation du travail basée sur les normes et règlements de l'OIT qui permettent aux femmes d'avoir des activités économiques rémunérées, en tenant compte de leurs tâches domestiques (garderies dans les usines, etc.).

Pour la mise en oeuvre des mesures indiquées ci-dessus, il paraît indispensable de faire en sorte que les femmes participent davantage à la définition des politiques industrielles et à la mise au point des nouvelles technologies et qu'elles soient plus nombreuses dans les postes clefs de l'industrie, des services liés à l'industrie et des organismes gouvernementaux s'occupant du développement industriel.

\* \* \* \* \*